



Selon un nouveau rapport, l'accélération des progrès en matière d'égalité des genres dans les systèmes alimentaires pourrait contribuer à inverser les récentes tendances à la hausse de la faim et de la pauvreté.

Au vu des récents revers des efforts déployés pour lutter contre les inégalités de genre et éradiquer la faim et la malnutrition, des experts ont identifié les politiques nécessaires pour permettre aux femmes de jouer un rôle déterminant dans les systèmes alimentaires africains.

Le 9 juin, DAKAR – Selon un rapport qui vient de paraître, les gouvernements africains doivent « de toute urgence redoubler d'efforts » pour parvenir à l'égalité des genres dans les systèmes agroalimentaires, une étape cruciale pour améliorer la nutrition, la santé et l'autonomisation économique des femmes.

Le Panel Malabo Montpellier soutient que les progrès réalisés par le continent ces dernières années, en adoptant un certain nombre de mesures en faveur de l'égalité des genres, sont « lents et fragiles » et qu'ils ont été compromis par des chocs tels que la pandémie de la Covid-19 et les conflits.

Le [rapport](#) intitulé « **Zéro inégalités : des politiques innovantes pour des systèmes alimentaires inclusifs et sensibles au genre en Afrique** » postule que des systèmes agroalimentaires conçus pour fonctionner aussi bien pour les femmes que pour les hommes peuvent contribuer à des sociétés plus équitables, plus résilientes et plus saines. Selon l'initiative Action positive pour le financement en faveur des femmes en Afrique (AFAWA - *Affirmative Finance Action for Women in Africa*), l'incapacité des femmes à accéder au financement devrait entraîner une baisse de 316 milliards de dollars du PIB africain d'ici 2025. Ce recul, associé à un accès inégal à la terre, au financement, à l'information et à la prise de décision, freine l'action des femmes dans la transformation des systèmes alimentaires en Afrique. Pour remédier à ce problème, le présent rapport formule des recommandations visant à garantir l'autonomisation des femmes dans les systèmes agroalimentaires africains. Il aborde l'autonomisation dans les domaines de la recherche et de la science, des services de vulgarisation, de la production alimentaire, de la manutention et de la transformation post-récolte, de la distribution et du commerce, de la nutrition et de la consommation, mais aussi, à tous les niveaux du leadership et de l'élaboration des politiques.

Les auteurs du rapport, lancé lors du [12e Forum Malabo Montpellier](#), analysent quatre exemples de réussite, l'Éthiopie, le Ghana, le Rwanda et le Togo, et mettent en lumière certaines innovations politiques et institutionnelles susceptibles de contribuer à la mise en place de systèmes alimentaires plus équitables qui confèrent aux femmes un plus grand pouvoir d'action.

Dr Ousmane Badiane, Président d'AKADEMIYA2063 et Coprésident du Panel Malabo Montpellier, a déclaré : « Avec des développements tels que la stratégie de l'Union africaine pour l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes, il est clair que l'Afrique réalise des progrès significatifs dans l'éducation des filles, la représentation politique des femmes et l'entrepreneuriat féminin, construisant ainsi une base solide pour exploiter durablement le potentiel des femmes ».

« Ce nouveau rapport fournit des enseignements précieux collectés dans des pays qui ont enregistré les progrès les plus marquants et les plus efficaces en matière d'égalité des genres, avec des effets positifs pour les femmes, les familles, les communautés et les économies. Et dans le cadre de l'agenda post-Malabo, je ne saurais imaginer un moment plus opportun pour ancrer fermement les droits des femmes et l'égalité des genres dans les systèmes alimentaires en Afrique ».

Le Panel signale que l'écart entre les femmes et les hommes en matière de sécurité alimentaire a été multiplié par huit depuis 2018. Selon des [estimations](#) récentes de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), combler l'écart de productivité agricole entre les femmes et les hommes permettrait de réduire l'insécurité alimentaire mondiale d'environ deux points de pourcentage, soit l'équivalent d'une réduction de 45 millions du nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire. Cela ajouterait également environ 1 000 milliards de dollars au PIB mondial.

Cependant, le rapport du Panel montre que les femmes ne représentent que 25 % des agronomes en Afrique, alors que le déficit de financement pour les femmes sur le continent est estimé à 15,6 milliards de dollars US rien que pour l'agriculture. Au Mali, les auteurs du rapport n'ont trouvé qu'une seule femme, sur un total de 302 agents de services de vulgarisation agricole, pour assister les petites exploitations agricoles en matière de formation et de soutien.

Selon **Dr Wanjiru Kamau-Rutenberg**, membre du Panel Malabo Montpellier, « nous avons encore beaucoup à faire en tant que continent pour qu'aucun enfant ne se couche le ventre vide. Étant donnée la charge de travail que nous devons fournir, il n'est pas logique de nous priver de l'accès à 50 % des talents et des compétences disponibles pour résoudre les défis du système agroalimentaire sur le continent ».

« Qu'il s'agisse de veiller à ce que les femmes entrepreneures agricoles disposent des ressources nécessaires pour produire les aliments que nous consommons ou de s'assurer que la recherche et les institutions agricoles proposent aux petites exploitations des innovations plus sensibles au genre, l'égalité des genres est au cœur de la lutte contre la faim et la malnutrition sur le continent ».

Ce [rapport](#) du panel Malabo Montpellier s'appuie sur les expériences de quatre pays africains pour mettre en évidence les facteurs clés qui ont permis de produire des changements structurels afin de placer les femmes au centre de la transformation des systèmes alimentaires.

Par exemple, dans le cas de l'[Éthiopie](#), la Direction des Affaires féminines du ministère de l'Agriculture et des Ressources naturelles (MoANRs - *Ministry of Agriculture and Natural Resources*) a créé et coordonné en 2015 un réseau éthiopien pour l'égalité des genres dans l'agriculture (ENGEA - *Ethiopian Network for Gender Equality in Agriculture*), dont les interventions visent à garantir l'égalité d'accès aux services de vulgarisation grâce à des initiatives de décentralisation qui ont permis de rapprocher ces services des ménages agricoles dans l'ensemble du pays.

Ces dernières années, le gouvernement [ghanéen](#) a introduit une série de mesures pour renforcer les capacités des femmes dans l'agriculture et répondre à leurs besoins. Par exemple, son programme d'investissement dans l'agriculture, METASIP II, comprend un budget de plus de 11 millions de dollars US destinés à subventionner des technologies agricoles pour les femmes.

Le [Rwanda](#) fait figure de leader aux niveaux continental et mondial en matière de représentation des femmes dans la politique et le leadership. Le pays possède un Conseil National des Femmes chargé de superviser l'élection des comités de femmes, aussi bien au niveau local (village) qu'au

niveau national, assurant ainsi une participation des femmes des zones rurales à la politique et à la prise de décision.

Au **Togo**, une réforme législative récente garantit l'accès des femmes à la propriété foncière en supprimant les taxes qui entravaient leur participation aux activités entrepreneuriales, ce qui contribue à la réalisation de l'objectif du Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture en Afrique (PDDAA), à savoir faire en sorte que 20 % des femmes rurales aient accès aux moyens de production, notamment à la terre, au crédit, aux intrants, aux services financiers et à l'information, d'ici à 2023.

Le Panel fait quelques recommandations cruciales pour renforcer le rôle des femmes dans les systèmes alimentaires en Afrique. Il s'agit, entre autres : d'accélérer la transition vers des structures de gouvernance non discriminatoires à tous les niveaux ; de promouvoir une compréhension de l'égalité des genres mutuellement bénéfique et d'expliquer le rôle que les garçons et les hommes peuvent jouer dans la promotion de l'autonomisation ; d'améliorer la représentation politique en s'attaquant aux inégalités systémiques, en veillant à ce que les femmes soient également représentées à tous les niveaux du gouvernement, des processus décisionnels et des services des systèmes alimentaires et ; de consolider les cadres politiques africains afin de respecter les engagements pris lors du Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires (UNFSS), notamment dans le cadre de l'agenda post-Malabo.

Selon le **Prof. Joachim von Braun**, Professeur émérite de l'université de Bonn et Coprésident du Panel Malabo Montpellier, « les femmes en savent beaucoup sur la manière dont les systèmes alimentaires peuvent être transformés en vue d'un développement durable parce qu'elles sont profondément impliquées dans ces systèmes. Avec un meilleur accès aux données scientifiques et une plus grande implication dans les systèmes d'innovation africains, elles pourront changer la donne. »

« Adapter les systèmes alimentaires à la condition et aux besoins des femmes sera la clé de voûte pour la réalisation de nombreux objectifs plus vastes du continent tels que l'élimination de la faim et de la malnutrition, le développement économique ou la résilience face au stress climatique ».

À propos du Panel Malabo Montpellier

Le Panel Malabo Montpellier réunit 18 éminents experts spécialisés en agriculture, en ingénierie, en écologie, en nutrition et en sécurité alimentaire. Son objectif est d'orienter les choix politiques des gouvernements africains afin d'accélérer les progrès vers la sécurité alimentaire et une meilleure nutrition. Pour ce faire, le Panel identifie les domaines dans lesquels des progrès et des changements positifs ont été réalisés sur le continent et évalue les expériences singulières des pays les plus performants. Il identifie les innovations institutionnelles et les interventions en matière de politiques et de programmes qui peuvent être reproduites et étendues à d'autres pays. Le Forum associé au Panel Malabo Montpellier offre une plateforme pour la promotion de l'innovation politique. Il utilise les données produites par le Panel pour faciliter le dialogue entre les décideurs de haut niveau sur des questions liées à l'agriculture, à la nutrition et à la sécurité alimentaire en Afrique. Le Panel Malabo Montpellier est facilité par AKADEMIYA2063 et l'Université de Bonn. Pour de plus amples informations, consultez le site web www.mamopanel.org.

Contact pour les médias

Dr Layih Butake

Directrice de la Communication et de la Sensibilisation, AKADEMIYA2063

Lbutake@akademiya2063.org